

COMMENT LES ONG ONT-ELLES FAIT POUR S'ASSURER DE LA BONNE GESTION ET GOUVERNANCE DES INFRASTRUCTURES DANS LA DURÉE AU-DELÀ DU TEMPS PROJET ET SOUS QUELLES FORMES ? COMMENT LES SYSTÈMES IMAGINÉS PAR LE PROJET ONT-ILS ÉVOLUÉ QUELQUES ANNÉES APRÈS ET QUELS SONT LES RÉSULTATS ?

Hypothèse 1

Pendant le projet, les ONG mettent en place des systèmes de gouvernance équilibrés entre les acteurs (Etat, communes, usagers, opérateurs privés) qui, utiles au moment du projet, peuvent évoluer pour parfois disparaître ou ne plus être effectifs.

VALIDATION DE L'HYPOTHÈSE

Projets Geres	Projets Fondem	Projets Gret
Oui	Oui	Oui

Lors de la mise en place du projet, des comités de suivi ou de pilotage locaux sont mis en place, permettant de faire le lien entre le porteur du projet (ici l'ONG), les opérateurs privés, les collectivités territoriales et les populations. Ces structures servent d'appui à la mise en œuvre du projet et de relais d'information : des espaces d'échanges ont été mis en place pour recueillir les avis et les besoins (enquêtes, séances d'information et de consultations publiques, etc.) et informer régulièrement de l'avancée du projet.

Si la participation active des populations dans les décisions demeure relativement limitée, des efforts spécifiques peuvent renforcer la mise en place de systèmes de gouvernance équilibrée pendant le projet (exemple du projet Rhyviere 2 : une prise de parole des futurs usagers a été permise grâce à la création d'une Association d'Usagers du Réseau Electrique).

Les structures concernées ne sont pas toujours garantes de la bonne gouvernance des infrastructures dans la durée : le rôle de chacun s'érode ou se renforce en fonction des dynamiques locales, et les structures créées ne sont pas toujours représentatives, ni toujours adaptées aux modes de régulation et règlements des conflits locaux. Il faut au préalable questionner la capacité des acteurs locaux à trouver les mécanismes qui permettent d'assurer la pérennité de l'exploitation, la gestion des conflits, la renégociation des règles.

FOCUS PROJETS RESOUTH ET BOREALE (FONDEM)

Dans le cadre des projets de la Fondem, plusieurs clients d'une centrale sont partis du village à cause de la crise alimentaire, réduisant à zéro les consommations et les revenus de l'opérateur. Les aléas sont fréquents et les modèles économiques sont soumis à l'instabilité et aux fragilités des postulats de départ.

D'autre part, ces fragilités sont accentuées par le non-respect des dispositions contractuelles, mises en place avec les comités de gestion locaux, et le manque de cohésion entre les gouvernants et gouvernés. Par exemple, les rapports d'activités annuels des opérateurs à destination de l'ADER ont parfois été remis avec un très grand retard.

RECOMMANDATIONS

- Prévoir un temps d'accompagnement après la mise en service qui permette de mettre à l'épreuve les dispositifs de gouvernance face à la pratique.
- Encourager le dialogue entre les opérateurs privés et les usagers : soit d'un point de vue légal en faisant du plaidoyer auprès des institutions pour que les usagers aient un espace d'expression, soit en engageant contractuellement l'opérateur à faire des temps d'échange réguliers avec les représentant.e.s des usagers et ou de la commune.
- Renforcer le contrôle et/ou l'appui des instances compétentes auprès des opérateurs sur la qualité du service fourni afin de pérenniser la gestion des exploitations.

JUSTIFICATION DES RECOMMANDATIONS

Les systèmes de gouvernance équilibrés ne sont réellement mis à l'épreuve qu'après la mise en service. Avoir un suivi post mise en service suffisant (au moins une saison) permettrait à chaque acteur de s'approprier son rôle et ses prérogatives et de résoudre les premiers conflits.

Hypothèse 2

La pérennité d'infrastructures de haute technicité (nécessitant des compétences pointues) et d'un coût élevé nécessite l'intervention d'une structure externe, dont la viabilité économique dépendra des revenus d'un nombre minimal de sites.

VALIDATION DE L'HYPOTHÈSE

Projets Geres	Projets Fondem	Projets Gret
Oui	Oui	Partiellement

La pérennité des infrastructures de mini-réseaux nécessite l'intervention d'une structure externe, dont la viabilité économique dépend des revenus d'un nombre minimal de sites. La gestion par un opérateur unique permet de réduire les coûts d'exploitation et de mutualiser les compétences techniques, ce qui est indispensable vu la technicité des sites. Imposer un nombre minimal de sites présente cependant certaines limites : (i) une somme de sites non viables ne garantit pas forcément la viabilité du parc global, (ii) un nombre minimal de sites limite la possibilité d'avoir un exploitant local.

FOCUS PROJETS DE ZAE & ECODEV (GERES)

Dans le cadre du changement d'échelle des projets de ZAE au Mali, le Geres crée une entreprise sociale, GBA (Green Biz Africa) qui aura en charge la gestion d'un parc de ZAE. GBA sera une entreprise sociale privée, capitalisée, en mesure de mobiliser des financements publics et privés.

Le premier seuil de rentabilité serait la gestion d'un parc de 15 ZAE. Il y a un intérêt à mutualiser la compétence technique à un niveau central. En plus d'un nombre importants de sites exploités, le modèle économique repose sur le fait que GBA développe d'autres activités comme la distribution de kits individuels pour les ménages et productifs.

RECOMMANDATIONS

- Regrouper en lots plusieurs villages proches géographiquement.
- Privilégier des partenariats opérateurs privés/ONG, ces dernières auraient plutôt un rôle d'ingénierie sociale ou de formation des opérateurs privés aux métiers de l'ingénierie sociale.
- Mutualiser les moyens de plusieurs opérateurs privés déjà installés sur des sites existants rapprochés qui auraient une rentabilité limitée. L'agence en charge de l'électrification rurale faciliterait le processus de mutualisation, réattribution de concession en cas de fusion.

JUSTIFICATION DES RECOMMANDATIONS

Ces approches de regroupement et de partenariat permettent de :

- Favoriser les péréquations entre les productifs et les ménages ;
- Financer les OPEX et/ou réinvestissements par le bailleur ;
- Promouvoir des technologies identiques (ou provenant du même fabricant) sur les différents sites gérés par le même opérateur, pour faciliter l'entretien et la maintenance ;
- Installer un seul exploitant pour plusieurs sites ou plusieurs opérateurs qui se coordonnent.

CONCLUSION

Face aux évolutions dans le temps des équilibres locaux (observés pendant les projets) ainsi qu'aux contraintes temporelles des économies locales (journalières, saisonnières), les intérêts des acteurs et les décisions prises localement post-projet peuvent remettre en question la pérennité d'infrastructures énergétiques. L'implication de structures externes professionnalisées, privées ou publiques, impliquées localement (notamment en renforcement de capacité), sans être gage de pérennité, peut contribuer à une prise de décision plus saine, n'omettant pas la compréhension des contraintes à respecter pour permettre la durabilité des installations (et notamment le remplacement du matériel).